

DELIBERATION N° 2019-50

SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

DU 9 JUILLET 2019

Objet : Délibération relative à la validation de la participation de l'UNS à la Fédération de recherche FIRST-TF

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 711-1 et suivants, L. 712-1 et suivants,
Vu le Décret n° 65-906 du 23 octobre 1965 instituant une université à Nice,
Vu le Décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu l'arrêté interministériel du 14 mai 2010 attribuant les responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines prévues aux articles L. 712-9, L. 712-10 et L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'éducation à l'Université de Nice,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu la délibération n° 2017-63 du 28 juin 2017, portant délégation de pouvoir du Conseil d'administration de l'UNS à M. Emmanuel TRIC, Président de l'UNS,
Vu l'arrêté n° 11-2018 du 30 janvier 2018, portant délégation de signature du Président de l'UNS à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration de l'UNS,
Vu l'avis favorable de la Commission de la Recherche de l'UNS du 11 juin 2019,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Marc DALLOZ, Vice-président du conseil d'administration, et de M. Emmanuel TRIC, Président de l'UNS, selon lequel il s'agit d'approuver la participation de l'UNS à la Fédération de Recherche FIRST-TF¹. Dans le cadre du financement « Labex » FIRST-TF accepté en 2010 (première vague) et de sa reconduction (de 2018 jusqu'à fin 2024 pour 9,6M€ sur 15 ans), il a été envisagé la création de cette Fédération comme structure mixte à 10 tutelles. Sur les dix établissements impliqués, y sont engagés localement : l'OCA, l'UNS et UCA. Le « Labex » FIRST-TF est impliqué dans plusieurs projets locaux, en particulier avec les Unités du site suivantes : 1) GEOAZUR (CNRS, OCA, UNS, IRD) 2) ARTEMIS (OCA, UNS), 3) LAGRANGE (OCA, UNS). Les axes thématiques sont : activités de synchronisation, transfert de fréquence et échelles de temps, méthodes spécifiques de métrologie temps-fréquence. Ses domaines d'application se font tant au niveau des sciences fondamentales (positionnement comme le GPS, synchronisation des réseaux, Cyber sécurité) qu'au niveau de l'environnement et de la santé (capteurs, Géosciences) ou encore au niveau SHS (Impact économiques/sociaux/stratégiques des réseaux de distributions de temps).

Une des motivations principales à la création de cette Fédération a été la volonté d'assurer, sur le long terme, la pérennisation des efforts de coordination et de soutien à la communauté nationale « Temps-Fréquence », engagés depuis 2010. Le futur co-directeur de la Fédération souligne que le « format » *Fédération Recherche* est la structure idéale pour fédérer les 5 laboratoires fondateurs dits du « premier cercle » : FEMTO-ST/GEOAZUR/LPL/SYRTE (PI du projet) et UTINAM. Le second cercle regroupe 57 autres entités qui sont des agences, des associations ou encore des structures internationales.

¹ FIRST-TF : Formation, Innovation, Recherche, Services et Transfert en Temps-Fréquence

Le Labex FIRST-TF étant un réseau national (hors IDEX), la Fédération de Recherche FIRST-TF sera intégralement pilotée et administrée financièrement par le CNRS.

APPROUVE la participation de l'Université Nice Sophia Antipolis à la Fédération de Recherche Formation, Innovation, Recherche, Services et Transfert en Temps-Fréquence.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix

Membres en exercice : 36

Quorum : 18

Présents et représentés : 23

Fait à Nice, le 9 juillet 2019

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2019-50

PUBLIEE SUR LE SITE INTERNET DE L'UNS LE : 10 JUL. 2019

TRANSMISE AU RECTEUR, CHANCELIER DES UNIVERSITES LE : 10 JUL. 2019

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration

Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.